



Chantier « Administration stratégique » centrale

Mission de réflexion et de propositions
sur les missions et l'organisation de
l'administration centrale

Scénarios proposés pour la fonction
« **Etudes et observation** »

Définition de la fonction *Etude et observation*

- Définition générale de la fonction
 - *Fonction cruciale dans la perspective d'un Etat stratège*
 - *Elaboration d'analyses sur les champs culturels (pratiques culturelles, professions, économie de la culture, dépenses publiques et privées, etc.) délivrant une meilleure compréhension des enjeux économiques et sociaux*
 - *Plusieurs destinataires possibles :*
 - *Cabinet*
 - *Administration (SG, DG)*
 - *Opérateurs*
 - *« Société civile » : organisations professionnelles, corps intermédiaires, ..., citoyens*
 - *Presse, médias*

Définition de la fonction *Etude et observation*

- Les objectifs poursuivis par la fonction sont doubles et dépendent étroitement l'un de l'autre :
 - *Fournir à l'État les **instruments nécessaires au pilotage des politiques publiques** en le dotant d'analyses, d'observations et de statistiques pérennisées et fiabilisées, afin d'accompagner l'efficacité de son action ;*
 - *Assurer à l'État une **place centrale dans la production et la diffusion d'un socle de connaissances partagées et dont l'impartialité est garantie**. Établi dans ces conditions, ce socle permet de consolider les conventions et normes qui participent à la structuration du débat social.*

Définition de la fonction *Etude et observation*

- La fonction couvre trois macro-processus (MP) :
 - *MP « Collecte métier »*
 - *Ce macro-processus concerne le travail de collecte et de fiabilisation des données manipulées par l'administration dans les cadres de ses missions administratives et de suivi de gestion*
 - *MP « Etude et observation à visée stratégique »*
 - *Il s'agit de l'activité de production d'analyses servant à outiller les décideurs en matière d'élaboration et de pilotage des politiques publiques.*
 - *MP « Etude et observation au service de la transparence publique »*
 - *Ce macro-processus désigne les activités visant à produire et à diffuser une information fiabilisée, pérenne et indépendante, contribuant à structurer le débat social.*

Répartition des missions

DIRECTION ----- MISSIONS	SG	DGP	DGCA	DGMIC
<i>MP « Collecte métier »</i>	DEPS Et tous les services qui, dans le cadre de leurs missions, sont amenés à collecter et administrer des données	DPP Et tous les services qui, dans le cadre de leurs missions, sont amenés à collecter et administrer des données	Bureau de l'observation Et tous les services qui, dans le cadre de leurs missions, sont amenés à collecter et administrer des données	Bureau des études et analyses économiques Et tous les services qui, dans le cadre de leurs missions, sont amenés à collecter et administrer des données
<i>MP « Etudes et observations à visée stratégique »</i>	DEPS (analyses sur mesure exploitant les publications du service)	Département des politiques des publics + ponctuellement agents répartis dans les services métiers	Bureau de l'observation + ponctuellement agents répartis dans les services métiers	Bureau des études et analyses économiques + ponctuellement agents répartis dans les services métiers
MP « transparence publique »	DEPS	Département des politiques des publics (ponctuellement)		Bureau des études et analyses économiques (ponctuellement)

Effectifs (MP « étude stratégique » et « transparence publique »)

	SG				DGP *				DGCA *				DGMIC *			
	A+	A	B	C	A+	A	B	C	A+	A	B	C	A+	A	B	C
ETP/cat.(A+/A/B/C)	18		1	1	4		1		4				4		1	
TOTAL ETP	20				5				4				5			
* Les estimations d'ETP dans les DG sont provisoires et n'ont pas été validées par les services concernés.																
TOTAL pour la fonction (en ETP)	34															

Les agents actifs dans le MP « Collecte métier » n'ont pas été comptabilisés en raison de leur grand nombre dans l'ensemble des directions métiers et de la difficulté à les identifier. Ces fonctions représentent de plus une partie seulement de leur activité. La présence de ces processus dans l'ensemble des directions métiers est indispensable et pourra même être renforcée : de la qualité du travail de collecte et de fiabilisation des données sur le terrain dépend la qualité des analyses.

Scénarios identifiés par le groupe de travail

- Scénario 1: **Statu quo**
- Scénario 2: **Eco-système renforcé**
- Scénario 3: **Rationalisation fonctionnelle**

Scénario 1: **Statu quo**

/ **Description synthétique:**

Partant du constat de l'importance d'un éco-système réparti au sein des directions générales, les échanges au sein du groupe de travail ont conclu à la relative pertinence de la structuration actuelle.

/ **Adhésion des membres du groupe de travail:**

Adhésion forte

/ **Prérequis nécessaires à la mise en œuvre du scénario:**

- Pas de pré-requis particulier

Scénario 1: **Statu quo**

	Opportunités et Avantages	Limites /ampleur du changement
Impacts sur la qualité du service rendu	Qualité constante	Insuffisante coordination des actions menées
Impacts sur les effectifs (quantitatifs et qualitatifs)		Compétences difficiles à trouver dans le vivier interne au ministère
Impact sur les moyens financiers dédiés à la fonction	Moyens constants	
Coûts de transition	Pas de coût supplémentaire	

/ **Facteurs clés de succès**

- Besoin d'ETP supplémentaires pour renforcer ces fonctions pour un Etat stratège

Scénario 2: **Eco-système renforcé**

/ **Description synthétique:**

Partant de la structuration actuelle, une plus grande lisibilité des missions (macro-processus) attribuées aux acteurs pourra être recherchée, via la concentration du MP « transparence publique » dans un service identifié (DEPS) et un recentrage des missions des services en DG autour du MP « études à visée stratégique ».

/ **Adhésion des membres du groupe de travail:**

Partielle (notamment en raison des enjeux perçus par certaines DG à être identifiées comme la source de publications, études ou statistiques faisant référence dans leurs secteurs respectifs).

/ **Prérequis nécessaires à la mise en œuvre du scénario:**

- Le pré-requis principal est celui de la structuration d'un modèle de gouvernance permettant aux trois macro-processus d'organiser leurs interventions respectives. La création d'un « comité ministériel », présidé au plus haut niveau et permettant de piloter conjointement les enjeux de collecte, d'études à visée stratégique et de transparence publique est incontournable.

Scénario 2: **Eco-système renforcé**

	Opportunités et avantages	Limites/ampleur du changement
Impacts sur la qualité du service rendu	Meilleure qualité, à condition de réussir le pilotage assuré par le comité ministériel	
Impacts sur les effectifs (quantitatifs et qualitatifs)		Compétences difficiles à trouver dans le vivier interne au ministère
Impact sur les moyens financiers dédiés à la fonction	Moyens constants	
Coûts de transition		Coût institutionnel (organisation du comité ministériel, fondation dans un décret, clarification statutaire des rôles respectifs des services)

/ **Facteurs clés de succès**

- Besoin d'ETP supplémentaires pour renforcer ces fonctions pour un Etat stratège
- Formalisation des instances de gouvernance

Scénario 3: Rationalisation fonctionnelle

/ Description synthétique:

Eco-système renforcé + Réflexion organisationnelle sur les attributions du MP
« transparence publique » en lien avec les enjeux de transformation numérique du ministère : le service en charge de ce MP pourrait également prendre la responsabilité de la cohérence des SI ministère en matière d'études et statistiques

/ Adhésion des membres du groupe de travail:

Partielle (idem scénario 2).

/ Prérequis nécessaires à la mise en œuvre du scénario:

- Pré-requis du scénario 2
- Réflexion sur les liens fonctionnels entre les métiers numériques, SI et le MP « transparence publique » (qui pourrait incarner le rôle de régulateur des formats de collecte de la donnée)
- Articulation à construire avec la fonction « administrateur des données » en cours de formalisation dans le ministère
- Renforcement des ressources du MP « transparence publique » pour intégrer des compétences nouvelles

Scénario 3: Rationalisation fonctionnelle

	Opportunités et avantages	Limites/ampleur du changement
Impacts sur la qualité du service rendu	Meilleure qualité, à condition de réussir le pilotage assuré par le comité ministériel	
Impacts sur les effectifs (quantitatifs et qualitatifs)	Mutualisation du MP « collecte métier » permise grâce à une rationalisation des process de remontée d'information	Compétences difficiles à trouver dans le vivier interne au ministère
Impact sur les moyens financiers dédiés à la fonction	Moyens constants	
Coûts de transition	Rapprochement des liens fonctionnels entre les métiers numérique, SI et « études et observation »	Coût institutionnel (organisation du comité ministériel, fondation dans un décret, clarification statutaire des rôles respectifs des services)

/ Facteurs clés de succès

- Besoin d'ETP supplémentaires pour renforcer ces fonctions pour un Etat stratège
- Formalisation des instances de gouvernance